

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Le census anglais de 1911

Journal de la société statistique de Paris, tome 52 (1911), p. 516-524

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1911__52__516_0

© Société de statistique de Paris, 1911, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

IV

LE CENSUS ANGLAIS DE 1911

Nous signalions, il y a quelque temps, le très sensible accroissement de la population de l'Empire allemand à l'époque contemporaine. La même observation s'impose en ce qui regarde les îles Britanniques. De 1831 à 1911, soit dans une période de quatre-vingts ans, la population du Royaume-Uni (y compris l'île de Man et l'archipel anglo-normand), s'est accrue de 21.260.000 âmes; or, sur ce total, près des deux tiers (exactement 65 %), soit 13.740.000, appartiennent à la seule période 1871-1911. Et, dans ce total de 13.740.000 unités, 7.470.000 ou 55,40 % reviennent aux vingt dernières années 1891-1911. L'augmentation, toute contemporaine, est donc moins intense qu'en Allemagne; mais, cependant, les deux dernières périodes 1891-1901 et 1901-1911 donnent le maximum d'accroissement constaté jusqu'ici aux différents Censuses. Le gain de 3.756.000 unités en 1911 (il avait été de 3.730.000 en 1901) est — absolument parlant — le plus fort qui ait jamais été réalisé. Le minimum (depuis 1821) appartient à la période 1841-1851; il était seulement de 680.000 unités; cela était dû, comme on sait, à la très forte émigration, surtout irlandaise, de cette période.

C'est grâce à l'augmentation plus rapide de sa population à notre époque que la Grande-Bretagne a rejoint, puis dépassé la France. Il y a quarante ans, notre population de 36 millions d'âmes était encore sensiblement supérieure à celle des îles Bri-

tanniques, qui comptaient alors 31.628.000 habitants. Mais, dès 1891, le Royaume-Uni nous égale presque avec 37.880.000 habitants contre 38.340.000; en 1901, il nous dépasse déjà de plus de 2 millions d'unités et enfin en 1911 (en admettant que notre population soit aujourd'hui de plus de 39 millions et demi), les îles Britanniques nous dépasseront de près de 6 millions avec leur population totale actuelle de 45.344.000 habitants. En somme, la Grande-Bretagne a repris largement l'avance que nous avons sur elle en 1871.

Mais, à cette augmentation globale, les diverses parties du Royaume-Uni ne participent pas également. Et cette distinction que nous faisons entre ces différentes régions n'est pas seulement géographique : elle existe au point de vue administratif et par conséquent (ce qui nous intéresse en particulier ici), en ce qui concerne le recensement. Les opérations du Census sont conduites par les soins d'un *Registrar General* spécial pour chacun des trois pays : Angleterre et Galles, Écosse, Irlande. En outre, la population des îles de Man et des *Channel Islands* (Jersey, Guernesey, etc.), est dénombrée à part et, chose importante à noter, n'est pas comprise dans le total officiel de la population du Royaume-Uni : elle fait toujours l'objet d'une rubrique particulière. Le recensement de ces îles est fait par l'administration locale et communiqué au ministère de l'intérieur (*Home Office*), tandis que le *Registrar General*, qui effectue les autres dénombrements, ressort au *Local Government Board*.

L'Angleterre est et demeure la portion maîtresse du Royaume-Uni, comme la Prusse de l'Allemagne. Sa proportion dans la population globale des îles Britanniques n'a cessé de grandir : de 54 % en 1821, elle était de 61,8 % en 1851, de 68,2 en 1871 ; elle est aujourd'hui de 75,3 %. En effet, depuis 1821, la population de l'Angleterre proprement dite a plus que triplé et elle a plus que doublé depuis 1861, passant successivement de 11.280.000 à 16.922.000 et à 34.043.000 (en plus, 149.000 habitants pour les îles). Dans la dernière période intercensale, son accroissement a été de 3.236.000 unités, soit 86 % de l'accroissement total du Royaume-Uni (3.756.000 habitants). À côté de l'Angleterre, le pays de Galles fait sans doute modeste figure puisqu'il ne compte que 2.032.000 habitants et ne forme que 4,5 % de la population britannique. Mais l'intensité de son accroissement n'en est que plus significative. Sa population a aussi plus que doublé depuis 1861 et de 1901 à 1911, il a gagné plus de 300.000 unités ; son taux d'augmentation a été de 18,1 % (c'est le plus élevé qu'il ait encore réalisé) contre 10,5 et 6,4 % respectivement en Angleterre et en Écosse.

Dans la population totale de la Grande-Bretagne, la part de l'Écosse demeure pour ainsi dire constante : de 10 % en 1821, elle s'élève à 10,7 % et à 10,8 en 1871 et 1901 et est aujourd'hui de 10,5 %. En effet, l'augmentation de la population écossaise, qui était de 447.000 unités de 1891 à 1901, n'a été que de 287.000 de 1901 à 1911. C'est le plus faible accroissement constaté depuis 1861. La population de l'Écosse n'en a pas moins doublé depuis 1831 : elle comptait alors 2.364.000 habitants ; elle en compte aujourd'hui 4.760.000.

Comme pour l'Angleterre et le pays de Galles, la plus grande portion de cet accroissement revient à la période 1871-1911, mais cependant avec moins d'intensité pour l'Écosse. En effet, tandis que l'augmentation de l'Angleterre et du pays de Galles depuis 1831 est de 64 et 66 % respectivement, cette proportion est de 58,30 % en Écosse.

Tout autre est, comme on sait, la condition de l'Irlande que l'émigration a en partie vidée de sa population. De 1841 à 1911, à peine en trois quarts de siècle, ce pays a vu sa population réduite de 8.196.000 à 4.382.000 âmes, soit une perte de 3.814.000 unités ou 46,50 %. Mais ici encore il convient de distinguer deux périodes. Dans les trente années de 1841 à 1871, l'Irlande a perdu 2.784.000 habitants, tandis que dans les quarante ans qui suivent, cette perte ne dépasse guère le million. Le maximum de diminution appartient à la décade 1841-1851 (plus de 1 million et demi) à cause de l'émigration intense de cette période ; le minimum se rencontre précisément dans la dernière décade 1901-1911 ; c'est à peine si, dans cette période, l'Irlande a perdu 77.000 habitants (soit 1,7 % de sa population). Il y a là certainement un phénomène démographique très intéressant. Faut-il croire que le mouvement d'émigration s'épuise de lui-même ou qu'il est enrayé par les récentes lois sociales (la loi Wyndham de 1903, par exemple) qui tendent à restituer à l'Irlandais la propriété du sol national ? Cependant, l'énorme diminution de la population de l'Irlande a considérablement amoindri sa proportion dans la population totale du Royaume-Uni : de 32,6 % en 1821, elle tombe à 20 en 1861 et à 9,7 % en 1911. Or, ce fait n'a point qu'une importance démographique, car, la représentation de l'Irlande aux Communes demeurant la même, elle tient ainsi dans le Parlement une importance numérique inadéquate à sa population.

Les îles dont la population est comptée à part (*Island in the british seas*) sont, comme nous l'avons dit, Man et l'archipel anglo-normand. Leur population n'est qu'un faible appoint à l'ensemble de la population du royaume. Elle est de 149.000 âmes à peine. Elle est en décroissance sur 1901 et, dans l'ensemble, son accroissement est insignifiant, à peine 6.000 unités depuis 1851, tandis que l'accroissement était de 54.000 de 1821 à 1851. Depuis 1851, la population de l'île de Man est demeurée stationnaire ; celle de Jersey est en décroissance (de 57.000 habitants en 1851, elle tombe à 51.900 en 1911) ; seule Guernesey voit son total augmenter : 33.700 en 1851 et 45.000 habitants en 1911.

Naturellement, le Royaume-Uni demeure le pays classique des villes, suivi de très près aujourd'hui par l'Allemagne qui compte 47 villes de plus de 100.000 âmes contre 50 dans les îles Britanniques. Mais l'ensemble de ces agglomérations contient, en 1911, une population de 15.950.000 âmes, soit plus du tiers du royaume. Dans l'Empire allemand, cette proportion n'est encore que de 21 %. En excluant l'Irlande, les villes de la Grande-Bretagne comptant plus de 100.000 habitants sont au nombre de 48 avec 15.150.000 habitants, soit 35,50 % du total. Quant aux villes de plus de 20.000 âmes, on en compte dans la Grande-Bretagne 270 avec une population globale de plus de 23 millions d'habitants, soit 56,80 % de sa population. Quelques villes, sans doute, ne présentent qu'un faible accroissement, mais leur extension se fait dans leur banlieue. Aussi la statistique anglaise commence-t-elle à comprendre celle-ci dans l'agglomération et à déterminer de véritables districts urbains, une *greater town*. C'est le cas de Birmingham, de Manchester, de Liverpool, de Glasgow, etc. La statistique tend ainsi à ne pas tenir compte des pures limites administratives qui brisent l'unité des agglomérations.

Sur les 50 villes de plus de 100.000 âmes du Royaume-Uni, on en compte 41 pour l'Angleterre propre, 3 pour le pays de Galles, 4 pour l'Écosse et 2 pour l'Irlande.

Mais ce qu'il importe de marquer, c'est leur relation à la population totale de chaque région et leur groupement géographique.

En Angleterre, la population totale de ces agglomérations est de 13.700.000 âmes, soit 43 % de l'ensemble du pays. Si on y ajoutait les villes de plus de 50.000 habitants, on aurait un total de 17.303.000 âmes, soit plus de la moitié de l'Angleterre. Enfin, avec les villes de 20.000 à 50.000 habitants, le total s'élèverait à 20.700.000 âmes, soit 69 % de la population globale. On peut donc dire que près des deux tiers de la population anglaise se trouvent concentrés dans les villes de plus de 20.000 âmes. Et ce phénomène est essentiellement moderne ; il y a quarante ans, malgré le développement déjà accentué des villes, l'Angleterre ne comptait que 12 agglomérations de plus de 100.000 âmes et leur population globale ne dépassait pas 6 millions et demi. L'Angleterre est donc bien un État urbain, suivant le mot de Boutmy.

Cette concentration urbaine, naturellement provoquée par le développement économique, se manifeste pour cela dans des régions déterminées. En Angleterre, c'est l'agglomération londonienne, dont nous nous occuperons plus bas et toute la région houillère et industrielle du Nord. Si on divise l'Angleterre en deux groupes par une ligne tirée à la hauteur de la Mersey, on a de part et d'autre un nombre égal de comtés, vingt et un (York comptant pour trois), et ces deux groupes ont à peu près la même superficie : 63.000 kilomètres carrés au sud et 67.000 au nord. Leur proportion successive à la population totale du pays démontre nettement les conséquences du développement urbain. En 1851, le Sud comptait 8.040.000 habitants ; le Nord, 8.620.000 ; en 1871, la population du Sud est de 10 millions, celle du Nord de 11 millions et demi ; enfin, en 1911, le Nord compte 18.420.000 habitants contre 15.620.000 au Sud et cette population ne serait que de 8.380.000 à peine, abstraction faite de l'agglomération londonienne. C'est qu'en effet, le Nord est le foyer par excellence de la population urbaine. Sur les 41 villes de plus de 100.000 âmes de l'Angleterre actuelle, le Sud n'en renferme que 13 et ce total tomberait à 4 si l'on retranchait Londres et les villes suburbaines. Dans l'ensemble de la population des villes de plus de 20.000 habitants, le Nord compte 11.300.000 âmes ; le Sud, 9.380.000 et seulement 2.700.000 sans l'agglomération londonienne. Ces villes renferment donc 67,70 % de la population totale, au Nord, tandis que, dans le Sud (Londres excepté), cette proportion n'est que de 30,70 %. On connaît au Nord, la densité énorme du Lancashire (elle est aujourd'hui de 780 habitants par kilomètre carré). Cette région renferme 40 villes de plus de 20.000 âmes avec une population globale de 3.500.000 habitants, soit près des deux tiers (73 %) du comté.

Dans le pays de Galles, le progrès des villes groupe aussi la population, mais dans le Sud, dans le comté industriel de Glamorgan. Là se trouvent les trois agglomérations galloises de plus de 100.000 âmes : Cardiff, Swansea et Rhondda. Le total de la population du Glamorgan est aujourd'hui de 1.130.000 âmes, soit plus de la moitié du pays de Galles (2.032.000 habitants) ou 55,4 %. Sur les 312.000 habitants gagnés par cette région depuis 1901, plus des deux tiers (81 %) reviennent au Glamorgan. Du reste, l'accroissement de la population a, dans le pays de Galles, un caractère plus local encore qu'en Angleterre ; en effet, tandis que sur les 42 comtés anglais 2 seulement sont en décroissance (le Cumberland et le Westmoreland) depuis 1901, celle-ci atteint 5 des 12 comtés gallois.

Étant donné le développement intense des villes, la population rurale est évidemment de plus en plus restreinte, mais à ce sujet une remarque primordiale s'impose. Jusqu'en 1881, la statistique anglaise comptait comme population urbaine toutes les localités à partir de 2.000 âmes, mais sans tenir compte, comme en France, de l'agglomération. Depuis trente ans, le chiffre de la population a cessé d'être un criterium. C'est la loi qui reconnaît aux divers groupes de population le caractère urbain et rural en établissant des *urban* et des *rural sanitary districts*. Il peut arriver qu'une agglomération urbaine ait une partie de sa population considérée comme rurale, mais elle ne l'est que pour le recensement, non pour l'administration. Dans ces conditions, on ne sera pas étonné que la population rurale augmente : de 7.176.000 en 1901, elle passe à 7.906.000 en 1911. Mais cette augmentation est due aux agglomérations rurales qui ne font que prolonger les villes.

Cette réserve faite, la population dite rurale ne forme plus la majorité de la population que dans 13 comtés anglais dont trois seulement sont au Nord. Dans le Sud, abstraction faite de l'agglomération londonienne, la population rurale atteint la proportion de 40,70 % de la population, tandis qu'au Nord cette proportion n'est que de 20 % à peine. Au demeurant, les comtés où la population rurale dépasse 60 %, ne sont au nombre que de cinq : Cornwall, Huntingdon, Hereford, Shrop et Rutland.

Dans le pays de Galles, naturellement, le caractère rural est plus accusé et la proportion de cette population est de 38 % du total, tandis qu'elle n'est que de 21,20 % dans l'Angleterre proprement dite. Sur les douze comtés gallois, neuf sont encore en majorité de population rurale. Il est évident que la proportion est beaucoup plus accusée dans l'ensemble des comtés du Nord que dans ceux du Sud à cause du peuplé Glamorgan. Dans la première région, la population rurale atteint une proportion de 64 % tandis que, dans le Sud, elle n'est que de 30 %.

L'Écosse n'a pas seulement vu se développer d'une façon considérable sa population, mais ce développement même en a changé la répartition encore plus sensiblement qu'en Angleterre. Nous avons signalé plus haut cette forte augmentation due surtout à l'époque plus contemporaine. Mais ce qu'il faut aussi remarquer c'est la concentration de cette population dans la région du Sud, dans les Basses-Terres où se trouve l'industriel Lanarkshire — le Lancashire écossais. En 1801, les comtés du Sud-Est et du Sud-Ouest, qui constituent plus particulièrement les Lowlands, n'avaient que 511.000 habitants, soit moins du tiers de l'Écosse entière (1.608.000). En 1861, leur population totale atteint 1.417.000 âmes, soit 46,50 % de l'Écosse, et, en 1911, elle est de 2.730.000 habitants ou 58 % du total. Le seul comté de Lanark renferme 1.447.000 habitants ; c'est 30,4 % de l'Écosse. C'est dans les Basses-Terres que se trouvent les deux métropoles écossaises : la capitale Édimbourg avec sa voisine Leith forme une agglomération de 400.000 âmes, mais elle ne s'accroît pas. Au contraire, la grande ville industrielle, Glasgow, compte 784.000 habitants. De 1901 à 1911, son accroissement a été faible (à peine 9.000 unités). Mais les villes suburbaines gagnent 66.000 âmes et l'agglomération totale de Glasgow peut être estimée à 1.170.000 habitants, presque le quart du pays tout entier.

Avec Édimbourg et Glasgow, l'Écosse compte encore deux villes dépassant 100.000 âmes, Aberdeen et Dundee, avec plus de 160.000 habitants chacune. Au total, les quatre grandes villes de l'Écosse renferment 1 million et demi d'habitants,

presque le tiers du total. La moitié du pays se trouve concentrée dans les villes de plus de 20.000 âmes qui comptent *in globo* 2.350.000 habitants.

Toutefois, cet intense développement urbain n'a pas affaibli le reste de la population autant qu'on pourrait le croire. De 1901 à 1911, la moitié des comtés écossais (15 sur 31) a subi une diminution; mais, dans la plupart (13), cette diminution est inférieure à 5 % de la population totale et l'ensemble de la perte pour toute l'Écosse ne dépasse pas 22.000 unités. Il y a dans le pays deux régions de dépopulation : le Nord avec les Highlands et le Sud avec les Cheviots. Dans le premier la diminution affecte 10 comtés sur 11 (celui d'Aberdeen fait exception); au Sud, les quatre comtés sont en décroissance. Cependant, le terme de dépopulation n'est que relativement exact en l'espèce, car, de 1801 à 1861, les deux régions avaient augmenté. C'est depuis cinquante ans qu'elles ont vu décroître leur population : dans l'espace d'un demi-siècle, les Hautes-Terres (exception faite du comté d'Aberdeen) ont décréu de 34.000 unités ou de 7,38 %. La décroissance n'est vraiment sensible que dans l'extrême Nord, où les quatre comtés de la région (Shetland, Orkney, Caithness et Sutherland) perdent 24.000 unités, soit près de 17 %. Dans le Sud, la région des Cheviots perd 24.000 unités, soit 11,23 % du total, mais sur l'ensemble de cette diminution, à peine 1.500 reviennent à la dernière décade.

Pour l'Irlande, nous avons plus haut constaté deux faits : 1° son énorme diminution depuis 1841 ; 2° le taux minime de la décroissance lors de la dernière décade. Examinons dans le détail ce double phénomène.

Depuis 1841, les quatre régions de l'Irlande ont vu très sensiblement diminuer leur population : mais la décroissance est inégalement répartie. A l'ouest les deux régions du Munster et du Connaught perdent chacune 57 % de leur effectif et leur perte totale, 2.200.000 unités, constitue 58 % de la diminution de l'Irlande depuis 1841. Au contraire, les deux régions de l'est ont une moindre diminution ; elle est de 42 % dans le Leinster et de 34 % dans l'Ulster. Ici et là se manifeste l'influence des villes, Belfast et Dublin, bien que leur progrès soit assez médiocre. Les comtés où se trouvent ces deux villes — ceux de Dublin et Armagh — sont les seuls qui n'aient pas diminué depuis soixante-dix ans : encore n'ont-ils gagné, celui de Dublin que 98.000 unités, celui d'Armagh que 133.000. Toutefois, ils renferment actuellement *in globo* 21,90 % de la population irlandaise au lieu de 9 % en 1841. Hormis ces deux comtés, tous les autres diminuent ; dans la majeure partie (24 sur 34) la diminution sur 1841 est de plus de la moitié de la population. En effet, quel qu'ait été le développement industriel de l'Ulster, il n'y a pas en Irlande de puissants foyers économiques capables de retenir la population du pays en voie d'émigrer. L'Irlande demeure nécessairement un pays agricole et le rôle de la population urbaine y est restreint. Elle ne compte que six villes de plus de 20.000 âmes avec une population globale de 981.000, soit 22,50 % du total, tandis que cette proportion est de 69 % en Angleterre et de 50 % en Écosse. Le total des villes de plus de 10.000 âmes n'est que de 18. Le progrès de la plupart de ces villes est insignifiant et tout l'accroissement urbain est le fait de Belfast et Dublin. Dans la dernière décade, les villes de plus de 10.000 habitants ont augmenté de 64.500 unités seulement ; or, sur ce chiffre, plus de 60.000 appartiennent aux deux métropoles. En dehors de Dublin avec 415.000 âmes et de Belfast avec 385.000, il n'y a plus de

grandes agglomérations, car Cork et Londonderry, qui viennent ensuite, n'ont respectivement que 74.000 et 40.000 habitants.

Le second fait intéressant que nous avons relevé dans le Censur d'Irlande en 1911, est la moindre décroissance de la population. Elle n'est que de 76.800 unités ou 1,7 %; elle porte presque exclusivement sur le Munster et le Connaught qui perdent 80.000 âmes; l'Ulster n'en perd que 4.200, mais le Leinster en gagne 7.500. Pour la première fois depuis 1841, il y a accroissement dans l'ensemble d'une des régions de l'Irlande. Quatre comtés voient augmenter leur population et sur l'ensemble de ceux qui diminuent, dans la majeure partie (16 sur 30), cette diminution n'excède pas 5 %. En 1901, le total de la perte des comtés en décroissance était de 340.000 unités; elle n'est en 1911 que de 138.000. C'est donc, comme on voit, un arrêt sensible dans le mouvement de décroissance commencé il y a près de trois quarts de siècle.

Quelle a été l'influence de ce phénomène sur la statistique religieuse? C'est une question à ne pas négliger dans un pays comme l'Irlande où l'opposition des deux religions, catholique et protestante, est une affaire *nationale* au premier chef. L'immense majorité de la population irlandaise est catholique; mais, toutefois, la proportion des catholiques a été un peu affaiblie par la décroissance de la population qui, nous l'avons dit plus haut, a affecté plus particulièrement les régions de l'Ouest où la population est exclusivement catholique. En 1861 les catholiques formaient 79,50 % de la population totale; en 1901, cette proportion est de 75,30 %. Il y a cinquante ans, la majorité même de l'Ulster, région de l'immigration saxonne et protestante, était encore catholique (966.000 catholiques, 927.000 protestants); aujourd'hui, malgré sa diminution absolue, la population protestante forme la majorité (835.000 protestants contre 690.000 catholiques). La population protestante est surtout groupée dans le nord-est de l'île: comtés de Antrim, Armagh, Down et Londonderry avec 676.000 protestants pour 316.000 catholiques. Mais, dans l'ensemble, la population protestante a diminué aussi; si le total des catholiques s'abaisse depuis 1861 de 4.505.000 à 3.238.000, celui des protestants tombe de 1.262.000 à 1.077.000. La majorité protestante est toujours constituée par les anglicans, et ils se maintiennent avec une curieuse fermeté dans l'Ulster, mais, dans l'ensemble, ils ont plus diminué que les presbytériens; seuls, les méthodistes marquent un progrès.

Le déplacement de la population au bénéfice des grandes villes et de leurs banlieues a des conséquences politiques dont nous avons déjà signalé l'importance, en étudiant la situation parlementaire du Royaume-Uni. En effet, comme la répartition des sièges aux Communes n'a pas changé depuis 1884, il s'ensuit que cette répartition tourne au détriment des circonscriptions dont la population augmente le plus. L'Irlande, malgré sa diminution, garde toujours ses 103 mandats parlementaires, et la moyenne des habitants par *constituency* n'y est que de 42.500 habitants, tandis que cette moyenne est de 66.100 pour l'Écosse et de 72.700 pour l'Angleterre et Galles. Ainsi l'Irlande, qui ne représente que 9,7 % de la population totale, détient 15,20 % de l'ensemble des sièges aux Communes.

Il y a seulement vingt ans, on ne comptait dans l'ensemble de l'Angleterre et Galles que 7 circonscriptions de plus de 100.000 âmes; ce nombre est aujourd'hui de 83. Leur population est de 11.275.000 habitants, soit presque le tiers de l'en-

semble, alors qu'elles ne participent que pour le huitième à la représentation parlementaire. Près de la moitié des députés anglais et gallois, exactement 220 sur 490 (non compris les sièges universitaires), est nommée par près de 4 millions d'électeurs et représente 22.400.000 âmes, tandis que la majorité (270) est élue par 2.570.000 électeurs et représente seulement 11.600.000 habitants. Les comtés où se développent les banlieues des villes voient s'accroître leur population plus que les bourgs. En 1901 ils avaient 16.835.000 habitants contre 15.692.000 dans les bourgs. Aujourd'hui la population respective est de 19.615.000 et 16.460.000 habitants. Aussi le nombre des électeurs des comtés augmente-t-il dans de fortes proportions : en 1901, pour 100 électeurs du total, il y en avait 54,4 dans les comtés et 45,5 dans les bourgs ; en 1911, ces proportions respectives sont 58,7 et 41,3 %. Le développement de la population ne fait qu'accuser l'inégalité politique.

En Écosse, un phénomène analogue se produit. Sur les 70 mandats législatifs du pays, la moitié appartient à des circonscriptions dont la population totale atteint 3.325.000 âmes, soit 72 % de l'Écosse. Ces *constituencies* renferment 70,6 % du total des électeurs et, dans la seule décade 1901-1911, leur population électorale s'est accrue de 82.000 unités. Cet énorme accroissement, qui équivaut à plus du dixième des électeurs écossais (779.000), n'a aucune conséquence parlementaire ; c'est comme zéro au point de vue politique. Cependant, les termes extrêmes de la population dans les circonscriptions électorales — si accentués soient-ils — ne sont pas aussi accusés en Écosse qu'en Angleterre. Le plus petit collège électoral écossais, celui de Bute, compte 18.200 habitants ; le plus grand, celui de Lanark-Nord-Est, 141.800. En Angleterre, les termes extrêmes sont fournis par le bourg de Durham avec moins de 16.000 habitants, et l'Essex-Sud (Romford), dans la banlieue de Londres, avec 312.000.

Pour la première fois, en 1911, la population de Londres a diminué. Après un accroissement qui dépassait encore 300.000 unités de 1891 à 1901, elle atteignait à cette dernière date 4.536.000 habitants ; le Censur de 1911 lui en donne 4.523.000. Cette décroissance n'est qu'apparente puisqu'elle tient, comme partout, à la diminution progressive des régions centrales au bénéfice des banlieues de l'agglomération. Or ce phénomène se produit à Londres avec une intensité que nous ne rencontrons pas — au moins pas encore — à Paris et Berlin. Considérons par exemple les onze districts constituant la *Central Area* de la métropole. Leur population s'est accrue jusqu'en 1861 : elle était alors de 1.187.000 âmes, soit 45,3 % du total de Londres (banlieue non comprise) ; en 1891, leur population n'était plus que de 1.023.000 et elle n'est plus aujourd'hui que de 866.000 habitants ; ce n'est que 19 % de la ville. La Cité offre un exemple typique de dépopulation. Cette région, le véritable cœur de la métropole, était, au début du dix-neuvième siècle, le district le plus peuplé de Londres avec 138.000 habitants, soit 13,5 % du total. La population se maintient à peu près jusqu'en 1851 avec 129.000 âmes ; mais désormais elle ne fait plus que décroître. Elle tombe à 76.000 habitants en 1871 ; puis à 27.000 en 1901 ; elle est aujourd'hui inférieure à 20.000 (19.660) âmes et ne forme que 0,43 % de la population totale. Avons-nous besoin de dire que cette décroissance tient à des travaux éditiciaires ou à la transformation progressive des maisons d'habitation en immeubles destinés au commerce ?

En dehors de la *Central Area*, la périphérie de Londres (*Inner London*) est cons-

tituée par 19 districts. L'ensemble de leur population était, en 1861, de 1.616.000, soit 57,70 % de l'ensemble ; en 1891, leur population s'élevait à 3.180.000 ou 75,50 % du total, et, en 1911, elle est de 3.657.000, soit 80,80 % du Londres intérieur. Mais déjà la décroissance se manifeste dans cette région périphérique. Son accroissement qui, de 1891 à 1901, était de 402.000 unités, n'est plus, dans la dernière décade, que de 152.000 et, sur les 19 districts excentriques, 12 sont en diminution. Sur les 7 qui sont en augmentation, celle-ci n'est vraiment sensible que dans les 3 districts de Fulham à l'ouest et de Wandsworth et Lewisham au sud. A eux seuls ils gagnent 143.000 des 152.000 unités gagnées par la périphérie de Londres.

Mais à la diminution du centre et au moindre accroissement de la périphérie correspond un énorme accroissement de la banlieue, de l'*Outer Ring*, qui constitue, avec le Londres proprement dit, le district métropolitain ou le *Greater London*. Cette région suburbaine, qui s'étend sur 1.500 kilomètres carrés, englobe tout le comté de Middlesex et parties des comtés de Surrey, de Kent, d'Essex et de Hertford. Sa population totale n'était que de 414.000 habitants, il y a cinquante ans, et ne formait que 13,27 % de l'agglomération londonienne ; en 1891, sa population était de 1.405.000 âmes, soit 25 % du total et enfin elle atteint aujourd'hui 2.730.000 habitants et représente 37,60 % de la métropole. De 1901 à 1911, elle a augmenté de 685.000 âmes ; c'est l'accroissement le plus fort qu'elle ait eu jusqu'à ce jour et cela explique la diminution du Londres intérieur, qui se manifeste, nous l'avons dit, pour la première fois. Dans cette banlieue de Londres, se trouvent des villes déjà considérables ; Westham compte 289.000 habitants, sept autres agglomérations dépassent le chiffre de 100.000 âmes, et trente et une villes ont plus de 20.000 habitants.

Dans ces conditions, le *Greater London* a une population totale de 7.252.000 habitants, soit près du sixième du Royaume-Uni et plus du cinquième de l'Angleterre propre (21,30 %). Mais cette agglomération couvre une surface considérable de 1.800 kilomètres carrés pour Londres et l'*Outer Ring* réunis. A Londres même, la densité est sensiblement inférieure à celle de Paris (150 habitants au lieu de 364 par hectare) et, dans l'ensemble du *Greater London*, elle n'est que de 40 habitants par hectare. La métropole anglaise est donc moins une ville qu'une vraie province urbaine.

Paul MEURIOT.